



# VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir. Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

*J.-d. Gaulle*

N° 264 avril 2011

*Le journal de la droite civique, gaulliste et patriote*

<http://www.lemil.org>

Partie II

## L'ISLAM EN FRANCE : LA RÉALITÉ EN FACE

par Jacques ROUGEOT, professeur émérite à la Sorbonne

### *L'islam et la politique française*

Le débat du mois d'avril sera utile à condition qu'on ne veuille pas le corseter et lui imposer arbitrairement des conclusions lénifiantes, politiquement correctes et déjà préparées avant le début. Les Français aspirent à rompre les carcans qui étouffent leur liberté d'expression et ils seront reconnaissants à ceux qui leur en auront donné l'occasion.

Mais, de toute façon, cette question, qui est une question de société, ne sera pas si rapidement tarie. Elle sera l'une de celles, peut-être la principale, qui détermineront le résultat des scrutins de 2012. Vu l'état critique auquel elle est parvenue, une victoire de la gauche aurait dans ce domaine des conséquences catastrophiques. Il faut donc que le candidat de droite à la présidentielle (sans doute Nicolas Sarkozy) choisisse avec soin ses arguments et sa stratégie. Face à la gauche, l'angle d'attaque réserve sans doute peu de surprise : il faudra la faire apparaître comme ce qu'elle est, c'est-à-dire démagogue et dangereusement laxiste. Le cas du Front national, et particulièrement de Marine Le Pen, la femme qui répand la terreur dans le petit monde médiatico-politique, est beaucoup plus délicat : il n'est pas question de la ménager, il faut même l'attaquer, puisqu'elle prend des voix au candidat de droite, mais il ne faut pas prendre trop à rebrousse-poil ses électeurs, dont on aura besoin au deuxième tour, à condition d'y accéder.

Pour prendre la bonne décision, il faut d'abord répondre à la question : A qui sont dus les succès du Front national et de sa présidente, qui se manifestent aussi bien dans les sondages que dans les résultats des élections cantonales ? Certes, la personnalité de Marine Le Pen n'a rien de répulsif, au contraire, mais elle n'est tout de même pas dotée d'un charisme irrésistible. Il faut donc voir dans son ascension une manifestation de plus de ce mouvement qui pousse les peuples européens, dans leurs profondeurs, à rejeter le langage convenu et édulcoré qui est trop souvent celui de la classe politique installée et à réintroduire de force dans les discours politiques les réalités les plus rugueuses, non pas celles qui permettent

aux «experts» de développer des analyses académiques, mais celles qui émeuvent les tripes. Au premier rang de ces réalités trop longtemps refoulées s'impose cette sensation éprouvée par les Français que leur pays est en train de leur échapper du fait de la présence de plus en plus visible et pénétrante de façons de vivre, de croire et de penser qui leur sont étrangères. A force de n'être pas assez entendus à leur gré, ils finissent par reporter leurs suffrages sur quelqu'un qui se fait le héraut de leurs préoccupations.

Pour remédier à cette situation, la classe politique a coutume d'avoir recours à un grand classique qui est de dire que, jusqu'ici, elle a fait encore trop de concessions à ces pulsions «populistes» et qu'il faut donc les refouler encore plus radicalement, plus brutalement, culpabiliser et excommunier ceux qui les expriment et ceux qui les ressentent, jusqu'à ce que les foules aveuglées, les yeux enfin ouverts, abjurent leurs erreurs sataniques et se convertissent au droits-de-l'hommeisme glorieusement régnant. En fait de tactique politique, cela consiste à diaboliser encore plus le Front national, donc à jeter l'anathème sur tout ce qu'il dit, même s'il dit qu'il fait jour en plein midi. En somme, si le vieux remède a jusqu'à présent été inefficace, c'est qu'il était trop faiblement administré. Augmentons la dose.

Malheureusement, il y a un petit gravier dans cette belle mécanique, c'est que les Français «contaminés» adhèrent de moins en moins à de tels arguments. Ils croient de moins en moins que les condamnations rituelles fulminées par les Grands Exorcistes soient paroles d'Évangile. Entre ce qu'ils ressentent en profondeur comme une évidence et les injonctions qui leur sont adressées de rentrer dans le droit chemin qui conduit au bercail, ils choisissent de plus en plus de se faire confiance à eux-mêmes. Qui plus est (comble de l'impudence !), ils vont jusqu'à penser que le courant de l'autorité doit s'inverser, que c'est à eux désormais de donner l'impulsion et d'indiquer la direction, et que c'est aux guides institutionnels d'organiser l'action selon la ligne ainsi définie.

L'annonce d'un grand débat sur l'islam, même sous la forme d'un débat sur la laïcité, a été interprétée comme un message de lucidité, de fermeté et de courage. Il faut tenir le cap fermement, comme cela a été fait avec succès lors des grèves contre la réforme des retraites. Reculer serait moralement et électoralement catastrophique.

Mais il faut surtout que des actes significatifs soient accomplis. Agir, c'est précisément l'apanage du pouvoir. Mais c'est une position à double tranchant. Elle peut conférer une supériorité aux détenteurs du pouvoir... à condition que les Français aient le sentiment qu'une action efficace a effectivement été menée. S'ils ont le sentiment contraire, l'avantage potentiel se retourne complètement. Comment empêcher toute une partie de l'électorat de penser : «On ne sait pas si Marine Le Pen sera capable de gouverner en appliquant ses belles paroles, puisqu'elle n'a pas encore fait ses preuves, mais, de toute façon, elle ne pourra pas faire moins bien que la droite de gouvernement qui, elle n'a rien fait quand elle avait le pouvoir». On pourra toujours gémir sur le caractère outrancier et injuste de ces propos, on n'échappera pas à cette simplification ravageuse.

Il ne faut pas se dissimuler que les candidats de la majorité actuelle à la présidentielle et aux législatives ont, en la matière, une forte pente à remonter. Vu le peu de temps qui reste avant l'échéance de 2012, il n'est plus question d'envisager (du moins pour en tirer un bénéfice électoral) des mesures qui ne produiraient leurs fruits que dans plusieurs années. Mais les électeurs ne se contenteront pas non plus de décisions purement symboliques. Il faut donc prendre des mesures immédiatement visibles et rapidement efficaces. Comme on l'a vu plus haut, elles se situeront dans le domaine de l'immigration. Suggérons-en au moins deux. Tant que le chiffre des naturalisations demeurera stable ou même augmentera et tant que les prétendus clandestins défilent au grand jour impunément, il sera difficile de faire croire que le gouvernement fait tout ce qui est en son pouvoir.

Quant aux stratèges qui croiraient encore que la langue de bois et le sentimentalisme bêlant pourraient conduire à la victoire, rappelons-leur que Jean-Marie Le Pen a atteint son plus grand succès en 2002, quand il était l'objet de la diabolisation la plus acharnée et que Nicolas Sarkozy l'a emporté en 2007 grâce à une

campagne axée sur les thèmes de l'identité française et de la fierté nationale.

Que la droite de gouvernement cesse enfin définitivement d'obéir aux injonctions de la gauche qui veut l'entraîner sur le terrain d'une fixation paranoïaque contre le Front national, comme s'il fallait sonner le tocsin dans tous les clochers de France et

faire l'union sacrée contre un ennemi puissant et diabolique ! Mitterrand avait déjà tendu ce piège, qui avait trop bien fonctionné à notre détriment. La moindre complaisance envers ce qui pourrait ressembler à un pseudo «front républicain» serait simplement suicidaire.

## *Nous, citoyens français...*

Ces trois mots laissent attendre des développements qui peuvent être nombreux et variés. Mais ils méritent d'être ainsi détachés en tête parce que, par eux-mêmes, ils disent bien en quelle qualité, à quel titre nous entendons faire entendre notre voix.

Le «nous» ne désigne pas une catégorie bien définie, composée de membres qui auraient explicitement adhéré aux propos qui sont ici tenus. Mais nous sommes convaincus que ces propos expriment pour l'essentiel ce qu'on entend dire de plus en plus souvent, à voix de plus en plus haute, sur un ton de plus en plus exaspéré par des gens de plus en plus nombreux.

Nous nous exprimons en tant que Français. Nous avons des origines diverses, nous occupons dans la société des places diverses, nous avons (ou nous pouvons ne pas avoir) des engagements religieux, politiques, etc. divers, mais pour chacun de nous, la qualité de Français est une part essentielle de notre identité. Cela signifie que ce n'est pas seulement une question de papiers, que nous ne sommes pas seulement, «de nationalité française» formellement, administrativement, mais que nous prenons en charge l'héritage de la civilisation française et que nous nous engageons à le transmettre, si possible enrichi, mais en rien altéré, déformé, dénaturé. Nous sommes à la fois modestes et démesurément fiers : modestes, parce que nous avons conscience d'être des maillons d'une chaîne, des organes de transmission ; démesurément fiers, parce que nous revendiquons, comme un haut titre de noblesse, la qualité de membres à part entière de cette confrérie d'élite qu'est la civilisation française.

Nous nous exprimons enfin en tant que citoyens. Ici encore, il faut prendre le mot dans son sens plein, et non étroitement juridique. Les citoyens ne sont pas seulement membres de la communauté nationale, ils en sont les animateurs, les moteurs, ils se sentent par excellence responsables du bien de la cité et ils sont beaucoup plus sensibles aux devoirs que cela comporte qu'aux privilèges que cela peut conférer.

Ces bases étant posées, certaines conséquences en découlent tout naturellement. Elles reviennent toutes, de quelque façon, à remettre les raisonnements sur leurs pieds, à regarder la réalité en face et à la prendre en compte sans se laisser impressionner par les oukases du terrorisme intellectuel au service du politiquement correct.

Il est important de préciser au départ ce qui est pour nous l'enjeu essentiel, ce que nous voulons défendre, la référence par rapport à quoi nous envisageons les

grands problèmes d'aujourd'hui : c'est la civilisation française, implantée sur un territoire sur lequel elle exerce une souveraineté légitime. Cette notion implique une inscription dans une histoire longue, une continuité assurée par la transmission d'un héritage substantiel du passé au présent et au futur. A l'inverse, cela exclut qu'on puisse imposer à la France un changement culturel brusqué au moyen d'une sorte de perfusion des populations, comme si le territoire français était une sorte de zone franche où n'importe qui aurait le droit de s'installer de sa propre initiative.

En pratique, nous devons réaffirmer sans réserve qu'aucun étranger n'a un droit absolu à établir sa résidence sur notre sol. C'est à nous à accepter ou refuser en fonction de nos intérêts. C'est d'ailleurs une règle générale, qui n'est pas propre à la France. Si des Français ont le désir brûlant d'aller s'installer en nombre dans des paradis terrestres tels que l'Algérie, l'Arabie Saoudite ou le Pakistan, ils doivent se résigner à demander l'autorisation aux autorités de ces pays, et probablement à essayer un refus, même en invoquant les beautés du multiculturalisme.

D'une façon générale, les citoyens français que nous sommes doivent revendiquer la place qui leur revient au centre de gravité des préoccupations nationales. Ils ont trop souvent l'impression d'être regardés comme de vieux meubles auxquels on ne fait plus attention alors que d'autres ont droit à des égards particuliers. On se souvient que, lors de l'affaire des caricatures de Mahomet, de bons chrétiens avaient exprimé leur indignation et assuré les musulmans de leur sollicitude, instaurant en quelque sorte un délit de blasphème au seul bénéfice de l'islam, alors que leur propre religion peut subir les atteintes les plus rudes sans que cela provoque la moindre émotion. A l'occasion du débat qui est annoncé, de nombreuses voix s'élèvent pour condamner à l'avance tout propos qui pourrait être interprété comme «stigmatisant nos compatriotes musulmans» (la formule est toujours la même), alors que «nos compatriotes non-musulmans» peuvent être l'objet des traitements les plus désobligeants ou les plus outrageants.

On peut comprendre que l'Etat s'estime tenu à une certaine neutralité, encore qu'il ne soit pas admissible que celle-ci puisse aller jusqu'à un formalisme aseptisé. Pour notre part, nous nous sentons tenus à un devoir d'engagement. Engagement non pas au service d'une idéologie (on a bien vu les beaux fruits produits au XX<sup>ème</sup> siècle par les idéologies), non pas au service d'un régime politique (considé-

rés comme des réussites éminentes à un moment de l'histoire, les régimes sont déconsidérés plus tard), non pas même au service d'un pays qui serait réduit à sa seule existence géographique, mais engagement au service d'une construction humaine vivante, élaborée et perfectionnée au cours des siècles, la civilisation française. Nous entendons la maintenir en vie et la transmettre dans sa substance profonde. Nous savons que, comme toute construction humaine, elle est périssable, mais nous pensons qu'elle est encore loin d'avoir accompli la totalité de son destin et, en tout cas, nous sommes bien décidés à retarder cette fin dans la mesure de nos forces.

Nous avons aussi un engagement d'un autre ordre, qui est au service de la vérité. Une bonne occasion s'offre à nous de le mettre à l'épreuve à propos de la question de l'islam. Elle est aujourd'hui, dans le monde politique, une sorte de mistigri dont chacun essaie de se débarrasser le plus discrètement possible, sauf le Front national, qui s'emploie au contraire à l'exploiter.

Pour notre part, comme nous l'avons exposé plus haut, nous pensons que la question ne peut pas être éludée. L'islam est présent en force dans notre pays, ce n'est ni un corps mou, ni un épiphénomène et le temps travaille pour lui. Si nous faisons semblant de ne rien voir, il peut être majoritaire à l'échelle du siècle. Le principe de laïcité appliqué avec rigueur peut au moins préserver assez longtemps la forme de nos institutions. Mais on ne voit pas bien au nom de quoi l'islam accepterait de sacrifier ses mœurs, sa forme d'esprit et sa civilisation pour se faire l'héritier, le défenseur et l'illustrateur de notre civilisation à nous ou pour accepter d'en être simplement le piment.

Assurément, on peut toujours espérer un miracle, une mutation brusque, mais ce serait tenter le destin bien témérairement. Dès lors, ne vaut-il pas mieux nous engager sans plus tarder dans la voie du bon sens afin d'éviter les deux issues extrêmes que seraient le maintien et le développement de situations explosives, avec des risques permanents de conflits internes ou, en cas de résignation de notre part, notre étouffement et notre dépérissement progressifs ? Pour cela, il faut au moins cesser de faire monter la pression démographique en stabilisant l'immigration à son niveau actuel, qui est déjà bien trop élevé, donc en refusant sans faiblesse d'accueillir les nouveaux émigrés, en majorité musulman, fuyant paradoxalement leurs pays à la faveur des révolutions qui étaient censées les libérer. Nous devons d'autre part

nous reprendre en main en brandissant bien haut le drapeau de nos valeurs.

Et en effet, nous portons une part de responsabilité dans la situation actuelle. Non pas que nous n'ayons pas été assez accueillants pour les gens venus d'ailleurs, comme certains voudraient nous le faire croire, mais parce que, surtout sous l'influence de l'esprit soixante-huitard, nous avons laissé en friche le terrain spirituel, moral et culturel. Ce qui a grandement facilité l'avancée de l'islam, c'est qu'il a pu occuper ce terrain presque sans coup férir. Nous n'avons pas imposé un cadre civilisationnel assez exigeant, qui eût pu nous permettre par là même d'attirer et de véritablement assimiler les meilleurs, tout en ayant un effet répulsif pour les autres.

Les Églises chrétiennes ne nous ont pas donné le bon exemple. Le catholicisme post-conciliaire, affadi dans ses dogmes et dans sa liturgie, prêt à toutes sortes de complaisances pour se faire tolérer par le monde profane, a simplement réussi à vider les églises et à récolter le dédain de ceux dont il voulait acheter les faveurs à bas prix, ce qui révèle une méconnaissance affligeante et dramatique de la psychologie. Les deux derniers papes se sont heureusement employés à redresser la barre par un effort constant qui commence à porter ses fruits.

Il est irresponsable de nier les risques encourus par notre civilisation du fait de la présence massive de l'islam sur notre sol et il faut donc prendre les mesures propres

à nous en prémunir. Mais nous devons aller au-delà et considérer cette situation comme un défi qui est lancé à notre volonté non pas seulement de survivre, mais de demeurer substantiellement ce que nous sommes. C'est, comme nous l'avons vu précédemment, ce qu'a parfaitement compris le président de la République. Nous ne pourrions pas relever ce défi dans la facilité ou en nous en tenant au terrain matériel. Faisons des efforts salubres et salutaires pour dégager les valeurs essentielles de notre civilisation et pour cultiver, dans cette diversité, celles qui nous correspondent le mieux. C'est ce qui nous permettra de dominer les difficultés présentes et d'en sortir par le haut.

## Discours du Président de la République, Nicolas Sarkozy, au Puy-en-Velay le Jeudi 3 mars 2011

En gravissant tout à l'heure les marches qui conduisent jusqu'au chœur de la Cathédrale du Puy-en-Velay, comme l'ont fait avant moi et cela depuis bientôt dix siècles des millions de personnes, j'ai été très ému et j'ai été, comme eux, saisi par la Majesté souriante de cet immense reliquaire de pierre venant à ma rencontre.

Il y a près de mille ans, des architectes inspirés qui ne disposaient pas d'autres moyens techniques que leur talent et que leur foi eurent l'idée folle de jeter dans le vide la nef de leur église pour l'affranchir des contraintes naturelles qui la bridaient et faire ainsi de ce chaos volcanique originaire du mont Anis, le point d'appui d'un formidable viaduc spirituel lancé vers le Ciel. Je suis heureux d'être venu ici, j'en garderai, je vous prie de me croire, un souvenir très personnel.

J'ai visité la France dans tous ses territoires, et je dois dire que rien ne ressemble à celui que je viens de parcourir.

Il y avait bien là ici certainement et comme cela me l'a été si bien raconté, des traces plus anciennes de cultes oubliés mais ce geste architectural - vous ne m'en voudrez pas de dire démesuré, démesuré en ce sens qu'il va au-delà de la mesure humaine, qu'il est inspiré - a achevé et transfiguré l'œuvre de la nature.

Ces paysages qui nous entourent font partie intégrante de l'identité de la France, cette idée exprimée avec tant d'intelligence par Fernand Braudel, cet historien qui consacra une vie de réflexion, et ce n'est pas un hasard de l'esprit, à la France et à la Méditerranée.

Ces paysages du Velay incarnent la France au même titre que le Mont Saint-Michel, le Pont du Gard, la Cité de Carcassonne ou le Château de Versailles.

Personne ne peut parcourir notre pays sans rencontrer son Histoire. Une Histoire dense, riche, multiple, tragique parfois, sublime souvent.

Chartres, Amiens, Reims, Strasbourg, Paris, aucune de ces villes ne serait aujourd'hui ce qu'elle est aux yeux des Français et aux yeux du reste du monde sans ces cathédrales vers lesquelles con-

vergent toujours fidèles et tourmentés.

Aucune de nos villes, même celles qui furent martyrisées par les deux guerres mondiales, ne seraient ce qu'elles sont sans les trésors qu'elles recèlent. Là c'est un hôtel particulier dessiné par Boffrand ou Gabriel, ici un palais où l'on rend la justice depuis des siècles, ailleurs des musées qui abritent un patrimoine artistique d'une richesse foisonnante.

Aucune de nos campagnes ne serait-ce qu'elle est sans les châteaux que les rois et les princes ont semés sur leur route comme autant de témoignages de notre grandeur nationale.

Cet héritage, mes chers compatriotes, nous oblige. Cet héritage est une chance, mais c'est d'abord un devoir. Nous sommes obligés par cet héritage. Il nous oblige car non seulement nous devons le transmettre aux générations qui nous succéderont mais nous devons l'assumer, cet héritage, sans complexe et sans fausse pudeur. Le premier devoir que cet héritage nous impose, c'est de le conserver et de le restaurer. C'est là une mission à laquelle l'État ne peut ni ne doit se dérober. La protection de notre patrimoine est un devoir politique car c'est lui, notre patrimoine architectural, artistique, qui inscrit notre pays dans le « temps long » d'une histoire multi séculaire.

Ne pas s'occuper du patrimoine, c'est trahir l'histoire d'un pays. Protéger notre patrimoine c'est protéger l'héritage de la France, c'est défendre les signes les plus tangibles de notre identité. Je rappelle souvent Lévi-Strauss : « l'identité n'est pas une pathologie », comme il y aurait à dire sur cette idée, et à tous ceux qui défendent, à juste titre, la diversité, je voudrais dire que sans identité, il n'y a pas de diversité, qu'à l'origine de la diversité, il y a les identités et que ce n'est pas faire preuve de fermeture que de croire en son identité pour mieux la faire partager avec les identités des autres. Mais si on ne croit pas à sa propre identité, comment peut-on partager avec celle des autres et comment même peut-on recevoir les identités des autres ? Il ne faut pas opposer identité et diver-

sité. Il faut comprendre que pour qu'il y ait de la diversité, il faut qu'il y ait le respect de l'identité.

Donc protéger notre patrimoine, c'est protéger l'héritage de la France et c'est résister, mes chers compatriotes, à la dictature du présent, à la dictature de l'immédiat et oserais-je dire, à la dictature de l'interchangeable où tout se vaut, où rien ne se mérite plus, où tout à la même valeur. Je regrette sincèrement que cette profondeur de notre histoire et de notre culture ait été trop souvent abandonnée sur l'autel de l'immédiateté, de la facilité et de la pensée unique.

Ainsi je tiens à rappeler ici devant vous que conformément à mes engagements et alors que la crise économique la plus grave depuis la guerre nous frappait de plein fouet, le budget de restauration des monuments historiques a atteint en 2008 le montant historique de 380 millions d'euros, et de 400 millions l'année dernière. Je ne ramène pas tout à des considérations financières, mais enfin s'il n'y avait qu'un discours sans finances, je craindrais qu'il ne suscitât parmi vous quelque ironie.

Conscient du rôle culturel mais aussi économique d'un patrimoine unique au monde, le Plan de Relance qu'a adopté le gouvernement a permis la réouverture de chantiers de restauration qui avaient été abandonnés, laissant les plus beaux fleurons de notre patrimoine architectural se détériorer inexorablement. Mais quand on laisse se détériorer notre patrimoine, c'est notre identité que nous détériorons en profondeur.

C'est ainsi qu'entre 2009 et 2010, 47 des 86 cathédrales appartenant à l'État ont bénéficié d'une opération de restauration. Dès cette année d'autres chantiers majeurs seront ouverts, comme celui de l'abbaye de Clairvaux, autre lieu exceptionnel et témoignage vivant de l'apport de la Chrétienté à notre civilisation. En disant cela je ne fais simplement que rappeler une évidence : l'apport de la chrétienté à notre civilisation. Dans un tout autre genre le familistère de Guise, rare exemple de ces utopies sociales qui ont passionné le XIXe siècle va faire l'objet d'importants travaux.

Le Puy-en-Velay a bien sûr profité de ces nouveaux crédits même si l'essentiel de la Cathédrale avait déjà fait l'objet d'une importante campagne de travaux entreprise dès 1992. Cette restauration magistrale a mobilisé les talents multiples de nos architectes et de nos artisans d'art et nécessité près de 8 millions d'euros.

La restauration intérieure de la salle basse ainsi que la salle des États sera achevée dans quelques mois. L'une pourra accueillir des manifestations culturelles en lien avec le Sanctuaire, l'autre abritera dès le printemps la plus belle collection d'habits sacerdotaux et liturgiques de France. La collection Fruman patiemment et passionnément constituée par un couple de collectionneurs avisés, sera enfin présentée au public grâce à une généreuse opération de mécénat mais c'est l'État qui a pris en charge la restauration des lieux pendant que le Centre des Monuments Nationaux en assurait, cher Frédéric Mitterrand, la muséographie.

Cette opération est exemplaire à beaucoup d'égards, et je tiens à dire la gratitude de la Nation à tous ses partenaires : collectionneurs, mécènes, conservateurs, collectivités territoriales, Monsieur le président et Mesdames et Messieurs les maires, responsables de nos grandes institutions culturelles... La conjugaison de leurs efforts permet d'enrichir sans cesse ce maillage culturel, qui contribue de façon décisive au rayonnement de notre pays.

Avoir soin de notre patrimoine c'est au fond l'une des clefs de voûte du « vivre-ensemble » des Français. Les pères de notre République, notamment Renan, n'ont jamais perdu de vue, eux, ce principe : parmi les éléments essentiels qui composent l'âme d'une Nation figurent, non seulement le désir de vivre ensemble, dont on parle à juste titre si souvent, mais aussi « la volonté de continuer à faire valoir l'héritage que l'on a reçu indivis » : les deux, on ne part pas de rien. Aussi brillante soit une génération, elle va quelque part et elle vient de quelque part. Si cet « héritage indivis » - je reprends les mots de Renan - nous assigne pour mission de conser-

ver et de transmettre notre patrimoine, il nous demande aussi de l'assumer, ce patrimoine, de l'assumer intellectuellement, de l'assumer moralement et de l'assumer politiquement. Il n'y a aucune raison pour que nous soyons les seuls dans le monde à ne pas assumer notre patrimoine moral, politique, artistique, culturel.

Assumer notre héritage c'est tout simplement reconnaître ce que l'on est, savoir d'où l'on vient. Assumer cet héritage n'oblige personne à partager la foi des bâtisseurs de Notre Dame du Puy, n'oblige personne à partager la foi des milliers de pèlerins qui viennent chaque année jusqu'ici.

Personne n'est prisonnier de la vie et des choix de ses parents ou de ses aïeux ni même prisonnier de l'Histoire de son pays, mais je veux dire qu'il est toujours dangereux d'amputer sa mémoire. Pour un individu comme pour un peuple, une société, mes chers compatriotes l'ignorance de soi conduit rarement à l'estime de soi. Et cela vaut pour nous et cela vaut bien sûr pour ce que nous transmettons aux plus jeunes. Si on renonce à transmettre, si la seule ambition serait de ne rien transmettre, ne soyons pas étonnés du résultat. Si on a l'ambition de transmettre beaucoup, on aura que des bonnes surprises au résultat.

Et c'est bien dans cet esprit que j'ai voulu avec le ministre de la Culture la création d'une Maison de l'Histoire de France. L'appropriation intime de leur passé et de leur Histoire par les Français est l'objet même de notre projet dont j'ai confié l'élaboration à Jean-François Hebert qui sera assisté, pour cela, d'un conseil scientifique pluraliste et indépendant présidé par un historien éminent - le professeur Jean-Pierre Rioux. J'ai vu les polémiques, j'aurais du mal à ne pas voir les polémiques. D'ailleurs, pourrions-nous vivre sans polémique ? Parfois, on voit la polémique, on ne voit pas la raison de la polémique.

Donc, ce projet de Maison de l'Histoire de France auquel je crois beaucoup se traduira concrètement, dès cette année, par l'ouverture au public des vastes jar-

dans des hôtels de Rohan et Sou- bise, au cœur de Paris, et par une série d'événements de préfiguration, notamment autour du thème des origines de la France.

Je suis sûr que la révélation de ces jardins, aujourd'hui cachés, et la possibilité ainsi donnée aux Français de se replacer dans une chronologie, dans une continuité, dans le « temps long », rencontreront une curiosité et un succès qui auront vite raison des polémiques. Mais soutez-vous des manœuvres qui ont entravé pendant plusieurs années la construction du musée du Quai Branly ! Elles paraissent bien dérisoires aujourd'hui, au regard de son immense succès populaire. Pour que les Français, avant même l'ouverture de cette Maison, prennent conscience de ce qu'elle pourra leur apporter, nous avons décidé de faire exposer dans un lieu aussi emblématique que le Grand Palais une sélection des plus beaux plans-reliefs de Vauban qui dorment aujourd'hui dans des caisses aux Invalides. Cette exposition s'ouvrira en février de l'année prochaine. Je veux ainsi inviter les Français à venir découvrir le visage de leur pays et de leurs villes au XVIIème siècle. C'est à de telles découvertes que la Maison de l'Histoire de France devra contribuer.

C'est encore dans le même esprit que j'ai veillé à la réalisation du nouveau centre des Archives nationales de Pierrefitte-sur-Seine. Ce projet de plus de 120 M€ ouvrira fin 2012, comme prévu dès l'origine. Il s'agira d'un moment historique pour la restitution de la mémoire de l'Etat et de la Nation aux chercheurs mais également à tous les citoyens qu'ils soient généalogistes, historiens amateurs ou simples curieux. Car les Archives nationales, ce sont bien sûr les « papiers de l'Etat » mais ce sont les papiers de tous les Français : depuis leur état-civil, figurez-vous, le plus ancien du monde, jusqu'à leurs papiers de famille précieusement conservés, depuis le XVIe siècle, dans les minutes des notaires.

Les peuples sont comme les Hommes : qu'ils occultent leur passé, qu'ils nient tout ou partie de leur identité et ils courent le risque de voir un jour ressurgir ce qu'ils ont refoulé mais sous une forme inquiétante.

La chrétienté nous a laissé une magnifique héritage de civilisation et de culture : les présidents d'une République laïque. Je peux dire cela, parce que c'est la vérité. Je ne fais pas de prosélytisme, je regarde simplement l'Histoire de

notre pays. Une fois dit cela, je veux dire que la France a puisé à d'autres sources : il y a quelques semaines, j'ai reconnu et salué les racines juives de la France. Grégoire de Tours, le plus ancien de nos historiens, qui dans les mêmes pages de son Histoire des Francs, parle pour la première fois non seulement du sanctuaire du Puy-en-Velay mais de la synagogue de Clermont ! C'était en Auvergne déjà et Grégoire de Tours écrivait il y a près de 15 siècles ! C'est la France. La France que nous aimons, la France dont nous sommes fiers, la France qui a des racines.

La France a toujours été à la confluence de plusieurs influences culturelles dont les traces sont clairement visibles, ici même au Puy-en-Velay.

Il est difficile de passer devant les antiques portes de cèdre de la Cathédrale et leurs inscriptions en langue soufite sans être impressionné et ému de cette rencontre entre la langue de l'Islam et l'architecture romane !

Il est difficile de rendre visite à la statue de la vierge qui, au cœur même de votre cathédrale, Monseigneur, est l'objet depuis des siècles de la plus grande dévotion, sans s'interroger comme je me suis permis de le faire, sur le symbole que représente justement une Vierge Noire. Je ne suis pas archéologue, je ne suis pas théologien, je n'ai pas l'intention de trancher - j'ai suffisamment de problèmes à gérer comme cela - un débat particulièrement savant mais, en voyant cette vierge noire, je me disais : « quelle force que cette vierge en majesté, dont la peau n'avait pas la même couleur que celle des fidèles qui venaient la vénérer au Moyen-âge ».

Il est difficile, encore, de lire les inscriptions romaines intégrées à la paroi médiévale de la Cathédrale sans penser, comme le disait si justement l'historien Claude Nicolet, « nous sommes tous des citoyens romains ». Je ne crois pas à cela depuis que je suis marié avec Carla...C'est une remarque plus générale.

Il n'est évidemment pas question non plus de passer sous silence l'héritage politique et philosophique des Lumières qui sert de socle à notre édifice républicain. Même ici, au Puy-en-Velay où les statues, cher Laurent, de la Vierge et de Saint-Joseph dominant la ville, celle de Lafayette, enfant du pays, nous rappelle ce que nous devons, aussi, aux enfants du siècle des Lumières. Mais n'opposons pas les uns aux autres. Il y a un continuum. Il y a une addition

qui fait l'identité si particulière de la France.

La France tire donc son génie de toutes les influences qui l'ont traversée et qui lui ont laissé, chacune, un peu de ce que l'on pourrait appeler leurs sédiments culturels. Et l'émotion, je dois dire c'est vrai, l'émotion, on a le droit d'être ému devant le beau. Même si le beau est relatif, il convient qu'il ne disparaisse pas du débat. On ne peut pas débattre que du petit, que du laid. On ne peut pas débattre que de ce qui abaisse. Peut-être peut-on aussi débattre de ce qui est laid ? Je veux dire que cette émotion que j'ai ressentie tout à l'heure quand j'ai franchi les portes du Baptistère Saint-Jean ressemblait à celle que j'ai ressentie à Lascaux au mois de septembre dernier. C'était, ici et là-bas, l'émotion que l'on ressent lorsque l'Histoire s'incarne dans un lieu et que tout d'un coup on sent qu'on est dans une tradition, qui a connu ses ruptures mais qui nous a faits, avec sa continuité et avec sa rupture.

Bien au-delà de la beauté architecturale de ce monument, j'ai été frappé par ce qui m'a été révélé des résultats de la dernière campagne de fouille archéologique. Il apparaît donc que les fondations de l'édifice et la cuve baptismale dateraient de la fin du VIème siècle. Ce baptistère serait donc l'exact contemporain du sacre de Clovis et donc de la naissance de la France. Ce n'est pas rien !

C'est donc bien un « Lieu de Mémoire » que votre lieu, au sens où Pierre Nora l'a défini, et je peux vous assurer que je veillerai personnellement, cher Laurent, je te le dois bien, à ce que le budget nécessaire à la restauration de ce monument insigne soit rapidement trouvé. En quelques mots, s'il manque... pour faire le total... je me sens obligé, avec le soutien vibrant du ministre de la Culture. On ne peut pas dire que c'est un lieu de mémoire ici et considérer qu'il ne mérite pas l'attention y compris financière, de l'Etat.

La République, mes chers compatriotes, est laïque.

Elle appartient donc à tous les citoyens sans distinction aucune comme leur appartient aussi l'histoire, l'héritage, le trésor patrimonial que les siècles lui ont légué.

Cet héritage, la République doit savoir la faire partager et apprécier. Nous devons donner à nos enfants les moyens de le comprendre et de le décrypter.

Le privilège de comprendre Georges de La Tour, d'admirer Picasso ou Matisse ne doit pas être

un privilège réservé à quelques-uns. Nous ne pouvons pas accepter une forme de ségrégation culturelle, qui, si elle se produisait, tuerait la signification profonde des mots Nation et République. C'est la raison pour laquelle j'ai salué l'initiative inédite et imaginative du Centre Pompidou mobile. Un musée démontable, un musée nomade qui permettra de placer sur le parking d'une grande surface, à la sortie d'une lycée de banlieue, au cœur d'une zone d'activité des œuvres majeures de l'Art contemporain. L'initiative fera date car elle ouvre un dialogue entre le patrimoine de demain et le quotidien des Français.

La France ne doit pas oublier ce qu'elle fut et ce qu'elle est au prétexte que le monde change et qu'il se mondialise. C'est tout le contraire parce que le monde change, parce qu'il se mondialise. La France doit approfondir ses valeurs, qui sont d'ailleurs des valeurs universelles, et qui nous permettront d'affronter les changements du XXIème siècle.

Construire l'Europe de demain, c'est au fond continuer à suivre le chemin tracé il y a plus de mille ans par les premiers pèlerins de Saint-Jacques de Compostelle. N'étaient-ils pas les premiers Européens, ces pèlerins-là ?

Oui c'est ici, au Puy-en-Velay que pour la première fois dans notre Histoire, des femmes et des hommes sont venus de toute l'Europe. Ils ne parlaient pas la même langue mais ils partageaient la même foi ou, en tout cas, la même espérance pour faire référence à des idées qui me sont chères, car je crois qu'il est des pèlerins qui font le pèlerinage sans avoir la foi mais qui ont l'espérance. Ce serait un tout autre débat, mais c'est la première fois qu'ils ont marché ensemble, ces femmes et ces hommes qui ne parlaient pas la même langue, et dans la même direction, côte à côte. Ils ont suivi ensuite, ce chemin qui conduit à cet autre Finistère européen qu'est la Galice.

Que dire de cette rue des Tables que nous avons gravie ensemble tout à l'heure et qui porte ce nom car au Moyen-âge c'est là que les changeurs dressaient leurs tables pour convertir les différentes monnaies arrivant de toute l'Europe dans les bourses des pèlerins qui, pour faire route ensemble, devaient changer de monnaie et se mettre d'accord sur une valeur commune ? Il n'y avait pas l'euro, cher Jacques Barrot ! Ce n'est pas pour rien que le chemin de Saint-Jacques a été le premier itinéraire culturel classé

par l'Europe. Mais au fond l'Europe savait bien ce qu'elle lui devait, à cet itinéraire de Saint-Jacques.

Ce matin on m'a offert un bâton de pèlerin, peut-être pour que je sois à mon tour le pèlerin de cette Europe qui puise si profondément ses racines dans l'histoire.

C'est en gardant vivant ce que nous avons hérité de savoir, de sagesse et de tradition que le tracé de nos chemins, les pierres de nos monuments, les formes de notre Art garderont pour nous une signification profonde.

Voyez, la tradition d'accueil et de protection du Velay à l'égard des plus faibles et des plus vulnérables. Cette tradition vient des antiques pèlerinages qui jetaient sur les routes des femmes et des hommes à bout de force démunis souvent, dépouillés de tout.

Ce fut la raison d'être de l'Hôtel Dieu que j'ai traversé et qui a été fondé dès le Haut Moyen Age pour l'accueil des premiers pèlerins. Ce fut la raison d'être de cet ancien Hôpital Général dans lequel nous sommes aujourd'hui, monsieur le Président. C'est ici, en Velay, qu'au XVIIème siècle, fut mis en place l'un des tous premiers réseaux de solidarité « l'œuvre du Bouillon » - les restos du cœur, l'œuvre du bouillon.

Bien des siècles plus tard, c'est à quelques kilomètres du Puy, au Chambon-sur-Lignon, que l'humanisme protestant s'est levé pour protéger des enfants juifs condamnés à l'holocauste par une idéologie démente.

Cette tradition d'aide et de réconfort fait partie de notre identité, ne s'est jamais démentie dans notre pays.

A tous ceux qui dans cette salle aujourd'hui mais partout en France, forgent au quotidien cette immense chaîne de solidarité, je veux dire aujourd'hui mon admiration, ma reconnaissance. Ils contribuent par leur engagement à l'image mais aussi à l'identité de la France.

J'étais venu ici devant vous pour dire que la France a un patrimoine qu'elle entend préserver.

J'étais venu vous dire que la France a un héritage qu'elle doit partager.

J'étais venu vous dire que la France a une identité dont elle doit être fière, mais ici, au Puy-en-Velay, peut-être un peu plus qu'ailleurs, il est évident que la France a aussi une âme.

## BULLETIN D'ADHESION

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Téléphone ..... Portable ..... Télécopie .....  
Courriel .....@..... Date et lieu de naissance .....

- Profession .....
- Je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL et verse :  120 € ou plus  80 €  50 €  30 €  20 €
- Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.I.L. pour l'année ..... :
- Cotisation de membre et abonnement au journal : 50 €  Cotisation chômeur, jeune (-25 ans) : 15 €
- Cotisation couple : 50 €  Cotisation simple (sans journal) : 30 €
- Cotisation pour la carte de membre donateur : 100 €  Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 200 €
- Je désire m'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) :  soutien : à partir de 200 €  simple 60 €

Date ..... Signature .....

À renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex - Site Internet <http://www.lamil.org>

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elles contiennent sont à usage strictement interne. Elles font l'objet d'un traitement informatique et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. En application des articles 39 et suivants de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent sur justification de votre identité.

<b>EXPULSIONS</b> les DELINQUANTS <b>ETRANGERS</b>	<b>IMMIGRATION</b> <b>CLANDESTINE</b> <b>TROP c'est TROP</b>	<b>la France laïque</b> <b>CONTRE 1e</b> communautarisme
<b>la France</b> ou la Gauche il faut choisir	<b>les patriotes</b> sont au MIL	<b>Nicolas SARKOZY</b> le seul capable de <b>BATTE LA GAUCHE</b>

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L.  
Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution)

**MIL : La droite**  
civique, gaulliste et patriote